

L'Adresse—M. Nielsen

pes quelconques. Si les choses sont aussi urgentes que les députés du NPD ont voulu nous le faire croire, pourquoi ne nous y attaquons-nous pas dès demain? Pourquoi le gouvernement ne propose-t-il pas sa nouvelle loi sur la Commission d'assurance-chômage, sa loi pour augmenter les pensions de vieillesse et ne nous laisse-t-il pas ajourner ce débat pour pouvoir s'occuper de ces questions demain?

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: J'accuse le chef du Nouveau parti démocratique et ses partisans, s'ils abondent dans le même sens que lui, d'être en proie à la terreur. Ils ne veulent pas suivre les avis du chef de notre parti parce qu'ils ne veulent pas d'information avant de voter. Peu leur importe cette information, car, de toute façon, ils vont voter pour le gouvernement.

Lorsque le chef du Nouveau parti démocratique dit que le chef de mon parti n'a rien accompli comme premier ministre de la Nouvelle-Écosse pour mériter sa confiance, je ne suis pas du tout étonné que son parti n'ait pas détenu un siège dans cette province depuis la défaite de M. Gillis en 1957. Il ne comprend tout simplement pas les provinces atlantiques. Il ne se rend pas compte que le chef de notre parti est une autorité dans le domaine des politiques économiques et de la création d'emplois. Si notre chef de parti a fait quelque chose en Nouvelle-Écosse, c'est bien, en effet, de refaire la trame économique de la province et de créer des emplois.

• (2130)

Une voix: Il faut nous en dire plus long.

M. Nielsen: Si le député veut interrompre, qu'il ne le fasse pas lâchement, bien assis à sa place, mais qu'il demande la parole et je la lui céderai volontiers. Je ne vois pas pourquoi je ne dirais pas que j'ai vécu six ans en Nouvelle-Écosse quand j'étais aux études. J'en suis très fier. Je comprends cette province et, de façon générale, les habitants des Maritimes. Je regrette beaucoup tout simplement que tant de députés d'en face et à ma gauche n'aient pas eu cette chance.

Je me contenterai de citer, parmi les réalisations du chef de ce parti en Nouvelle-Écosse, la mise sur pied de l'Industrial Estates Limited qui a permis la création de 5,000 emplois permanents dans cette province. L'actuel premier ministre libéral de la province n'a pas apporté un seul changement au programme établi. Le chef de mon parti a remanié le système d'éducation et restructuré l'économie de la province dans la forme qu'a maintenue jusqu'à ce jour le premier ministre libéral.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Cherchez-vous à vous faire nommer à un poste, Erik?

M. Nielsen: En toute déférence pour le ministre des Finances (M. Turner) qui, selon certains, a fait preuve de logique, même si je ne vois aucune logique dans sa conduite en tant que ministre...

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'est votre chef qui l'a dit.

M. Nielsen: ... je l'inviterai à se lever lui aussi et à prendre part au débat. Une des choses qui me préoccupent tout particulièrement c'est cette tentative du premier ministre d'introduire dans le présent débat des éléments de racisme. J'ai observé le même esprit, quoique à un degré moindre, chez le chef du NPD ainsi que chez le chef du parti Créditiste. J'en suis fort inquiet en tant que Canadien.

[M. Nielsen.]

C'est une opinion personnelle, monsieur l'Orateur, je ne parle pas au nom de mon parti lorsque je l'exprime, mais en ce qui concerne le premier ministre, d'après les ouvrages de sa main que j'ai pu lire, d'après les déclarations qu'il a faites à trois ou quatre reprises depuis 1968 lorsqu'il a bien voulu participer aux débats de la Chambre des communes, j'estime qu'il a fait plus pour désunir le pays que tout autre premier ministre avant lui.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Sa conduite aujourd'hui n'a fait que faire empirer les choses. Si le premier ministre avait les mains libres, il laisserait le débat dégénérer en une sorte de harangue raciste, de manière à faire oublier les vrais problèmes et les vraies raisons pour lesquelles lui-même et son parti se sont retrouvés, à la suite de l'élection, dans la triste situation où ils sont actuellement. Personne ne peut oublier que dans la seule ville de Montréal et sa région métropolitaine, un peu plus d'un million de Canadiens anglais ont voté pour le parti libéral. Cette situation va à l'encontre des propos que le premier ministre a tenus aujourd'hui.

J'ai vu des députés d'en face, dont le député de Saint-Boniface (M. Guay) qui a la chance d'être bilingue, une chance que je n'ai pas, qui se sont esclaffés quand le chef des Créditistes a mentionné que seulement deux députés de ce côté-ci de la Chambre venaient du Québec. Je ne vois pas comment on peut en rire, monsieur l'Orateur. Maintes et maintes fois depuis l'élection, notre chef a répété que nous voulons améliorer la situation. Nous croyons que l'ensemble du pays pourrait en profiter.

Je vois que l'on continue à rire sous cape et à ricaner, monsieur l'Orateur. Je pense que les rires tourneraient court si l'on se rendait compte de la difficulté d'organiser deux partis politiques sains et viables au Canada. Notre situation au Québec n'est pas plus drôle que celle des ministériels en Alberta. N'est-il pas essentiel que toutes les parties du pays soient également représentées tant chez ceux qui ont le pouvoir que chez ceux qui sont dans l'opposition? Essayer d'escamoter les vraies causes qui ont engendré de tels résultats dans cette région ne contribue sûrement pas à l'unité du pays.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Marchand: Comment allez-vous vous en sortir?

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, je constate que le nouveau ministre des Transports (M. Marchand) ne se sent pas très à l'aise à son poste. Je parle en toute bonne foi. Il dit que je ne m'en sortirai pas. Que veut-il insinuer? Qu'il me prête la même sincérité qu'il prêtait sûrement à son chef quand il parlait cet après-midi.

Il est essentiel que ce genre de choses ne se produise pas, si tous nous nous préoccupons d'unité nationale. Je viens d'une région du pays qui cherche à entrer dans la Confédération et non à s'en retirer. A vrai dire, le premier ministre et son parti en sont venus à un résultat aussi désastreux lors des élections, premièrement pour des raisons économiques et deuxièmement pour des raisons sociales. Ils n'ont fait aucun cas des décisions humanitaires qui s'imposaient dans des domaines comme l'assurance-chômage, les remèdes à l'inflation et le coût très élevé de la vie. Le premier ministre a cru qu'il pouvait, tel un mathématicien, établir une formule sur papier et l'imposer au peuple sans égard aux aspects humains dont on doit tenir compte dans de telles décisions. L'idée de créer délibérément un chômage fort élevé en vue de remédier à l'inflation a été jugée inacceptable par l'électorat.